

29 juin 2012

Anglais, arabe et français seulement*

**Vingt-deuxième Réunion des chefs des services
chargés au plan national de la lutte contre le trafic
illicite des drogues, Afrique**

Accra, 25-29 juin 2012

Point 9 de l'ordre du jour

Adoption du rapport

Projet de rapport

Rapporteur: Solomon Caulker (Sierra Leone)

Additif

**Situation actuelle de la coopération régionale et
sous-régionale dans le cadre de la lutte contre le trafic
de drogues**

1. À ses 1^{re} et 2^e séances, tenues le 25 juin 2012, la Réunion a examiné le point 3 de l'ordre du jour, intitulé "Situation actuelle de la coopération régionale et sous-régionale dans le cadre de la lutte contre le trafic de drogues". Pour ce faire, elle était saisie du rapport du Secrétariat sur les statistiques des tendances du trafic de drogues en Afrique et dans le monde (UNODC/HONLAF/22/2) et d'un document de séance intitulé "Situation actuelle de la coopération régionale et sous-régionale dans le cadre de la lutte contre le trafic de drogues" (UNODC/HONLAF/22/CRP.1). Elle était en outre saisie des rapports nationaux soumis par Djibouti, l'Ouganda, le Togo, le Nigéria, le Botswana, l'Égypte, le Mozambique, la Zambie, le Ghana, le Maroc, le Bénin, la Côte d'Ivoire, l'Algérie, l'Afrique du Sud, Maurice, le Kenya et le Zimbabwe (UNODC/HONLAF/22/CRP.2 à 18).

2. Un représentant de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC) a présenté ce point de l'ordre du jour. Se fondant sur les renseignements communiqués par les pays à l'UNODC, il a fait une présentation audiovisuelle sur les tendances du trafic de drogues dans la région, en les replaçant dans un contexte mondial. Des déclarations ont été faites par les représentants des pays suivants:

* L'anglais, l'arabe et le français sont les langues de travail de cet organe subsidiaire.



Kenya, Nigéria, Ghana, Togo, Sierra Leone, Égypte, Maroc, Bénin, Burkina Faso, Zimbabwe, Maurice, Côte d'Ivoire, Algérie et Botswana.

3. Les participants à la Réunion a rendu compte des difficultés qu'éprouvaient les services de détection et de répression, notamment en ce qui concerne le glissement du statut de zone de transit à celui de zone de consommation, et d'une augmentation du nombre de toxicomanes. Pour certains représentants, cette évolution était attribuable à des facteurs tels que la porosité des postes frontière, la faiblesse des capacités de détection et de répression, l'insuffisance des mesures de contrôle de la qualité et le manque d'études analytiques approfondies sur les drogues et leurs incidences. Le cannabis conservait sa prééminence dans la région des points de vue à la fois de la culture, du trafic et de la consommation illicite. Certains représentants ont fait état de nouvelles difficultés auxquelles faisaient face les services de détection et de répression dans la lutte contre le cannabis, dont la présence de milices armées qui cherchaient à intimider les forces de police et à les dissuader de s'attaquer aux plantations de cannabis, qui prenaient le pas sur les champs d'ignames et d'autres légumes, en particulier dans les zones frontalières.

4. Les participants à la Réunion ont examiné les stratégies de prévention de l'usage de drogues, notamment les programmes de sensibilisation qui, en complément des stratégies et activités de prévention intégrées menées par divers établissements de santé, centres de réhabilitation et organes du pouvoir judiciaire, étaient conduits dans les écoles et les établissements militaires ainsi que dans les villages autour desquels se pratiquait la culture. Ils ont également rendu compte de problèmes connexes, comme l'insuffisance des installations de traitement et de réadaptation.

5. En outre, les participants à la Réunion ont décrit ce qui était fait en matière de coopération régionale et discuté des moyens d'améliorer encore la coopération aux niveaux régional, sous-régional et international, notamment s'agissant de questions prioritaires telles que les techniques d'enquête, l'infiltration et l'interception des communications entre trafiquants de drogues. Ils ont également réfléchi à la manière de renforcer les unités de poursuite en les dotant de capacités de renseignement qui leur permettent de combattre le trafic de drogues.
